

Questions orales

Ces gens éprouvent de terribles ennuis. Les travailleurs d'un certain âge n'ont pas fini de rembourser leurs hypothèques et leurs familles ne sont pas encore élevées. Quant aux jeunes diplômés, leur moral et leur estime de soi sont mis à rude épreuve jour après jour.

Le gouvernement n'a rien fait pour tirer ces deux groupes de leur isolement social. Nous devons absolument, au moyen de programmes résolument novateurs, combattre ces deux formes de chômage de manière que les jeunes puissent se tailler une place dans la société et que les travailleurs d'un certain âge ne soient pas relégués aux oubliettes.

QUESTIONS ORALES*[Français]***LE LIBRE-ÉCHANGE**

LA FERMETURE DE L'USINE SIMONDS DE GRANBY—ON DEMANDE L'AIDE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Vendredi dernier, les employés de la Simonds Saw, à Granby, avaient l'occasion d'apprendre sur le tableau, près du *punch*, que leur carrière dans cette compagnie prendrait fin le 11 novembre prochain parce que la compagnie avait décidé de rapatrier ses opérations au Massachusetts pour servir le marché nord-américain de son usine aux États-Unis, créant ainsi 131 chômeurs au Canada.

J'ai fait parvenir un Télec au premier ministre, la même journée, et je demande donc au premier ministre: A-t-il eu l'occasion d'examiner les programmes possibles de l'adaptation de ces travailleurs, la possibilité d'un programme de pré-retraite ou même la possibilité d'un programme pour la relance de l'entreprise sur des bases canadiennes?

[Traduction]

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Nous avons discuté de cette affaire à deux reprises cette semaine, monsieur le Président. Sauf erreur, il s'agit de l'usine de Granby dont le député a dit à tort qu'elle allait fermer ses portes à cause de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis. Évidemment, il a maintenant abandonné ces allégations.

C'est notamment le ministère de l'Emploi et de l'Immigration qui est chargé de tous les programmes que le gouvernement a élaborés pour recycler et aider les travailleurs mis en disponibilité par suite des fermetures d'usine. Il fera tout pour leur venir en aide, ainsi qu'il le fait toujours lorsqu'une usine ferme ses portes au Canada, quelle qu'en soit la raison.

En l'occurrence, la société en question a décidé de fermer deux de ses quatre usines, l'une aux États-Unis et l'une au Canada, pour des raisons d'économie et de productivité accrue.

[Français]

LA PERTE DE NOMBREUX EMPLOIS À GRANBY—ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE PRENDRE SES RESPONSABILITÉS

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, je voudrais vraiment avoir l'attention du premier ministre sur cette question qui est aussi fondamentale, parce que les 131 victimes de l'esprit du libre-échange qui sont à Granby sont dans la cinquantaine. Il n'y a pas de programme de pré-retraite disponible pour eux. Les programmes actuels dont le ministre du Commerce extérieur nous parle, les seuls programmes qui existent sont l'assurance-chômage pour 52 semaines, et le bien-être social jusqu'à 65 ans. J'espère que le ministre ne pense pas que ce sont des programmes adaptés à la réalité de ces gens-là.

Monsieur le Président, les travailleurs de Simonds Saw n'ont pas demandé la charité, les travailleurs de Simonds Saw n'ont pas demandé que leurs emplois soient expropriés aux États-Unis. Les travailleurs de Simonds Saw veulent de la considération de la part du gouvernement.

Monsieur le Président, non seulement je crois que c'est dans l'esprit du libre-échange, mais même un supporteur du libre-échange, le député péquiste de Shefford à l'Assemblée nationale, écrit au premier ministre Bourassa: La fabrication des couteaux et des scies sera transférée à Fitchburg, au Massachusetts dans le plus bel esprit du libre-échange.

Par conséquent, je demande au gouvernement de prendre ses responsabilités et je demande au premier ministre: Qu'a-t-il à dire à ces 131 personnes qui viennent de perdre leur emploi et qui, à partir du 11 novembre, seront à la rue?

• (1420)

[Traduction]

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je crois pouvoir dire au nom du premier ministre et du gouvernement à ces 131 travailleurs que nous regrettons infiniment le fait qu'ils vont se retrouver en chômage par suite de la décision de cette société de fermer son usine pour des raisons qui n'ont rien du tout à voir avec l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis. M. J.D. Patry, porte-parole de la Société Simonds, a confirmé qu'il n'existait aucun lien entre la fermeture de cette usine et l'Accord commercial. Il est originaire de Granby. Il a lui-même perdu son emploi de contrôleur de l'usine. Il a dit qu'il n'avait pas intérêt à protéger la société et qu'il n'existait aucun lien entre la décision de la société de fermer son usine et l'Accord commercial.

Par ailleurs, si je compatis avec ces employés, c'est aussi parce que leur représentant semble ne vouloir qu'une chose, soit de profiter de leur malchance pour marquer autant que possible des points sur la scène politique.

[Français]

ON DEMANDE DE S'INTÉRESSER AU SORT DES TRAVAILLEURS

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, encore une fois, j'implore le premier ministre de montrer un peu de cœur et de s'intéresser au sort des travailleurs ordinaires.